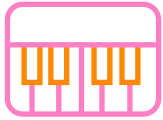


LES PROJETS PÉDAGOGIQUES PARTICULIERS ET L'ÉCOLE PUBLIQUE

Conjuguer accessibilité,
équité et conditions de travail



Les projets pédagogiques particuliers (PPP) font partie du paysage scolaire québécois. Peu importe la forme qu'ils épousent, ces programmes ont tous des incidences sur l'accessibilité à l'école publique, sur l'équité entre les élèves et sur les conditions de travail du personnel enseignant. On l'imagine sans peine, les PPP alimentent les débats. La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) a d'ailleurs consulté les enseignantes et enseignants sur la question et propose 17 orientations pour baliser ces projets.



QU'EST-CE QU'UN PROJET PÉDAGOGIQUE PARTICULIER?

C'est un programme d'études de cinq unités ou plus qui déroge à la liste des matières prévues au régime pédagogique. Il s'applique à un groupe d'élèves ou à une école en vertu de la Loi sur l'instruction publique (LIP)¹.

Les centres de services scolaires peuvent accorder des dérogations à la liste des matières prévues dans le cadre du Règlement concernant les dérogations à la liste des matières du Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire. Le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) doit être avisé de ces dérogations. Le MEQ doit autoriser les dérogations de cinq unités ou plus dont les matières ne sont pas inscrites sur la liste des matières prévues au Règlement.

Le personnel enseignant doit être consulté et le conseil d'établissement doit donner un avis favorable². Cependant, compte tenu des mécanismes liés aux modifications nécessaires à la mise en place d'un PPP, entre autres la présence du personnel enseignant au conseil d'établissement et sa participation à l'élaboration de propositions soumises par les directions, le personnel enseignant peut exercer un pouvoir qui va bien au-delà la simple consultation.

Un projet pédagogique particulier est de type inclusif ou exclusif, c'est-à-dire qu'il peut induire une forme ou une autre de sélection des élèves. Les caractéristiques propres à ces deux types peuvent se combiner de manière à former des conditions variables, tendant soit vers le modèle inclusif de l'école publique, soit vers le modèle exclusif de l'école privée.

LES TYPES DE PROJET PÉDAGOGIQUE PARTICULIER

Projet inclusif

- Accessible à tous les élèves du centre de services scolaire.
- Aucune forme de sélection des élèves à l'admission.
- Sans frais supplémentaires par rapport aux écoles ou aux groupes réguliers.

Projet sélectif

- Sélection des élèves selon l'habileté dans une discipline, une pratique : musique, art, sport, etc.
- Sélection selon les notes ou par l'entremise d'un examen d'entrée, ou à la suite d'une entrevue de l'élève, des parents.

Des conditions restrictives peuvent exister dans des projets inclusifs ou sélectifs, par exemple :

- Le nombre de places disponibles.
- Certaines exigences financières (frais d'admission, coûts supplémentaires).
- L'accès géographique (ex. : une école de quartier transformée en école à projet pédagogique particulier).
- Le maintien d'un certain niveau de performance ou de résultats scolaires dans une discipline, une pratique ou certaines matières.

1. Ce sont les articles 222, 240 et 457.2 de cette loi qui s'appliquent.

2. L'article 244 de la Loi sur l'instruction publique prévoit que le personnel enseignant doit être consulté alors qu'en ce qui concerne le conseil d'établissement c'est l'article 2 du Règlement concernant les dérogations à la liste des matières du Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire qui s'applique.



LES ENJEUX

Plusieurs facteurs expliquent le foisonnement de projets pédagogiques particuliers.

Ainsi, il est difficile de passer sous silence le dénigrement dont l'école publique est victime depuis quelques années. Largement relayé par certains médias, ce discours contribue à mousser la popularité de l'école privée. Ironiquement, c'est avec des fonds publics que l'école privée oppose une concurrence déloyale à l'école publique. Que dire également des attentes de certains parents pour des activités qui ne relèvent pas des missions de l'école publique, mais qui sont plutôt à rapprocher des activités parascolaires, par exemple les activités sportives.

Notons enfin, et c'est sans doute le facteur le plus important, la volonté affichée des centres de services scolaires de colmater la fuite des élèves vers l'école privée. Cette volonté peut toutefois avoir un prix en ce qui concerne l'accessibilité à l'école publique. En somme, nous constatons l'opposition de deux forces :



Voici quelques considérations, sur les projets pédagogiques particuliers, à prendre en compte.

IMPACTS DES PROJETS PÉDAGOGIQUES PARTICULIERS

+ Positif

- Une formation générale de base supposément améliorée;
- La reconnaissance et la promotion de champs d'intérêt dans divers domaines de formation;
- La constitution de groupes d'élèves susceptibles d'être intéressés et stimulés davantage;
- Des enseignantes et enseignants qui se regroupent volontairement sur la base d'un projet commun;
- Des parents plus intéressés et plus satisfaits de l'école;
- Des centres de services scolaires et des écoles secondaires affichant une image plus dynamique;
- Favorise l'initiative locale.

- Négatif

- Ne respecte pas le principe de l'égalité des chances (exclusion de certains jeunes);
- Éclatement de la formation commune;
- Écrémage de la classe ordinaire;
- Répartition inégale du poids de l'intégration des élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage dans les classes ordinaires;
- Iniquité dans la tâche d'enseignement;
- Arbitraire dans l'attribution de poste;
- Encourage la concurrence entre les écoles publiques;
- Tensions entre les élèves et entre les enseignants, selon que l'on soit ou pas dans un projet pédagogique particulier.



LES ORIENTATIONS DE LA FAE

Le dossier des projets pédagogiques particuliers a fait l'objet de plusieurs discussions dans les instances fédératives, dont le Congrès de juin 2010. Une consultation des enseignantes et enseignants s'est déroulée au printemps 2011. Sur la base des résultats de cette consultation, les personnes déléguées au Conseil fédératif ont adopté, en février 2012, 17 orientations relatives aux projets pédagogiques particuliers. Le Congrès de juin 2022 a réitéré son appui aux orientations en actualisant certains aspects. Ces orientations peuvent servir à guider votre réflexion sur un éventuel projet pédagogique particulier ou un projet déjà en place.

1. Les projets pédagogiques particuliers peuvent être compatibles avec la mission de l'école publique québécoise et les valeurs de la Fédération autonome de l'enseignement, lorsqu'ils sont assortis de certaines conditions préalables.
2. L'admission des élèves dans un projet pédagogique particulier ne doit pas se faire sur la base des résultats scolaires.
3. Le maintien des élèves dans un projet pédagogique particulier ne doit pas se faire sur la base des résultats scolaires.
4. La motivation des élèves envers un projet pédagogique particulier peut constituer un mode d'admission à ce projet.
5. La motivation des élèves envers un projet pédagogique particulier peut constituer une condition acceptable de maintien dans ce projet.
6. Au sein d'un projet pédagogique particulier voué à une discipline sportive, artistique ou autre, les élèves peuvent être regroupés selon leur niveau d'habileté.
7. Le nombre de places disponibles dans un projet pédagogique particulier doit être établi de telle sorte que le plus grand nombre d'élèves possible puisse y accéder, dans le respect des règles de formation de groupes.
8. Aucuns frais d'admission ne doivent être exigés dans un projet pédagogique particulier.
9. La mise en place d'un projet pédagogique particulier doit préalablement faire l'objet d'une étude de viabilité (population scolaire, financement) et doit tenir compte du principe d'équité du financement entre les écoles.
10. L'implantation d'un projet pédagogique particulier dans une école ou la transformation d'une école de quartier en école à projet pédagogique particulier ne doit pas avoir pour conséquence d'interdire ou de restreindre l'accès à cette école pour les élèves du quartier.
11. Dans le cadre de l'application de la Loi sur l'instruction publique, la mise en place, la gestion et le suivi annuel d'un projet pédagogique particulier doivent relever des mécanismes de participation prévus au chapitre 4 de la convention collective.
12. La mise en place d'un projet pédagogique particulier destiné à un ou des groupes d'élèves ne doit pas entraîner de diminution des services et des ressources de l'école.
13. La mise en place d'un projet pédagogique particulier destiné à un ou des groupes d'élèves ne doit pas entraîner de diminution des ressources matérielles et financières (accès aux locaux, accès aux équipements) pour les groupes d'élèves n'y participant pas.
14. La formation de groupes, lors de la mise en place d'un projet pédagogique particulier destiné à un ou des groupes d'élèves, doit être faite afin d'éviter la concentration d'élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDA) ailleurs que dans les classes spécialisées, et ce, tant pour les élèves qui risqueraient ainsi d'être privés des bienfaits reconnus d'une classe hétérogène, qu'en fonction du principe d'équité de la tâche.
15. La mise en place d'un projet pédagogique particulier destiné à un ou des groupes d'élèves ne doit pas entraîner de précarité dans les postes au centre de services scolaire ni la complexification ni l'alourdissement de la tâche.
16. Les activités liées aux projets pédagogiques particuliers offertes pendant le temps de classe doivent être données par ou en présence du personnel enseignant.
17. Un projet pédagogique particulier doit faire l'objet, chaque année, par le comité prévu à l'orientation 11, d'une évaluation qui prendra en compte les aspects financiers et pédagogiques, ainsi que les valeurs de la Fédération autonome de l'enseignement en éducation (la gratuité, l'universalité et l'accessibilité de l'école publique).

Il est possible de concilier les missions de l'école publique et les valeurs de la FAE avec un projet pédagogique particulier, en respectant certains principes fondamentaux et en exerçant une grande prudence lorsque vient le moment d'évaluer la mise en place ou la poursuite d'un projet pédagogique particulier. Il en va de même pour l'accessibilité à l'éducation, l'équité entre les élèves et la qualité des conditions de travail des enseignantes et enseignants. N'hésitez pas à contacter votre syndicat au moment de l'élaboration et de la mise sur pied d'un projet pédagogique dans votre établissement, afin de vous assurer que tout est fait dans le respect de vos droits, de la LIP, de la convention nationale et des ententes locales.